

Boardman, Robert (1992) *Canadian Environmental Policy : Ecosystems, Politics and Process*. Toronto, Oxford University Press, 321 p. (ISBN 0-19-540774-1)

Michel Frédérick

Volume 36, numéro 99, 1992

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/022308ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/022308ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

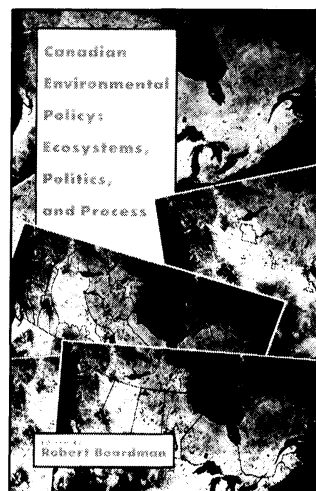
1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Frédérick, M. (1992). Compte rendu de [Boardman, Robert (1992) *Canadian Environmental Policy : Ecosystems, Politics and Process*. Toronto, Oxford University Press, 321 p. (ISBN 0-19-540774-1)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 36(99), 543–544. <https://doi.org/10.7202/022308ar>

BOARDMAN, Robert (1992) *Canadian Environmental Policy: Ecosystems, Politics, and Process*. Toronto, Oxford University Press, 321 p.
(ISBN 0-19-540774-1)



Voilà un ouvrage ambitieux: divisé en treize chapitres, chacun d'eux provenant d'un auteur différent, on y aborde rien de moins que l'ensemble des processus d'élaboration de la politique canadienne en matière d'environnement à l'intérieur du gouvernement, à l'extérieur de celui-ci, de même que sur la scène internationale.

Dans un ouvrage collectif, le directeur de publication joue un rôle crucial sous au moins trois rapports. Il doit d'abord choisir des collaborateurs compétents, puis les amener à produire des textes qui soient de qualité égale et qui respectent rigoureusement le plan de l'ouvrage. Enfin, il doit produire les textes qui permettent au lecteur de bien comprendre l'objectif de l'ouvrage et de faire les liens entre les contributions originales des divers auteurs. Si Robert Boardman s'acquitte avec compétence de ces deux premières tâches, il faut regretter vivement qu'il ait négligé la troisième. Son introduction ne tient qu'en quatre pages et ce n'est qu'à la toute fin de celle-ci qu'il nous présente l'objectif de son ouvrage. Quand on sait, comme il le souligne lui-même, que l'analyse de la dimension sociopolitique des questions environnementales en est à ses premiers balbutiements au Canada, il y aurait eu beaucoup à dire pour nous présenter de façon plus convaincante la raison d'être de ses recherches et de celles de ses collaborateurs. L'ouvrage ne compte aucun texte visant à faire le lien entre ses différentes parties: on passe donc d'une à l'autre sans qu'il nous soit expliqué ce que l'on cherche à y découvrir ou à y démontrer. Enfin, l'ouvrage ne comporte pas non plus de conclusion et c'est là une de ses grandes faiblesses. Le lecteur est en quelque sorte lâché dans le vide et laissé à lui-même pour faire la synthèse des données qui lui sont présentées, tâche rendue doublement difficile en raison des lacunes de l'introduction générale.

La première partie de l'ouvrage s'intitule *Policy Process and the Environment*. Elle regroupe les cinq premiers chapitres. On y traite, dans l'ordre, du cadre constitutionnel et législatif, du processus d'élaboration des politiques environnementales au sein du Cabinet et de la bureaucratie fédérale, des relations fédérales-provinciales, de l'apport des comités consultatifs et du rôle des tribunaux. Tous ces chapitres sont intéressants, en particulier le quatrième, où les auteurs

réussissent un véritable tour de force en démêlant l'écheveau des nombreux comités, conseils, tables rondes et commissions qui participent de près ou de loin au processus d'élaboration des politiques environnementales canadiennes.

La deuxième partie de l'ouvrage s'intitule *Policy and Politics*. Elle comprend elle aussi cinq chapitres. Il s'agit là, à notre avis, de la partie qui donne à l'ouvrage sa valeur et son caractère original. On y aborde des thèmes qui, à notre connaissance, n'ont été traités nulle part ailleurs, du moins pas dans l'optique de la contribution des «nouveaux» acteurs sociopolitiques que constituent les groupes écologistes, les industries polluantes et celles désireuses de prendre en charge la dépollution, ainsi que les médias d'information.

Enfin, la troisième partie intitulée *Policy in an International Context* est la plus faible de l'ouvrage. Descriptive et incomplète à maints égards, on n'y retrouve pas la même rigueur dans l'analyse et l'interprétation des données. Le dernier chapitre, dans lequel on procède à une comparaison de la «performance» du Canada à celle des États-Unis dans cinq domaines bien précis — allocations des ressources financières, pollution de l'air, pollution de l'eau, pesticides et études d'impact — comporte des lacunes méthodologiques telles que l'exercice n'équivaut finalement qu'à une «consolation par voie de comparaison».

En terminant, il faut souligner que nous nous expliquons mal l'absence d'un point de vue québécois dans cette analyse des processus d'élaboration des politiques environnementales au Canada. Le directeur de publication s'est adjoint 17 collaborateurs: 5 des provinces de l'Ouest, 7 de l'Ontario et 5 des provinces Maritimes. Aucun du Québec. Forcément, la vue d'ensemble qu'on prétend nous présenter est quelque peu tronquée, surtout quand on connaît l'importance de la dimension québécoise dans plusieurs des grands enjeux en matière d'environnement au Canada. Si l'on a voulu par là souligner *a contrario* le caractère distinct du Québec, il faut reconnaître que c'est bien joué et bien réussi...

Michel Frédérick
Département de science politique
Université Laval